

L'ÉTAT DES SYSTÈMES DE PAIEMENT INSTANTANÉS ET INCLUSIFS EN AFRIQUE

RAPPORT 2022

RÉSUMÉ ANALYTIQUE



Ce rapport est le fruit d'un partenariat entre AfricaNenda, la Banque mondiale et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). Les enquêtes ont été réalisées par l'agence Cenfri.

Auteurs d'AfricaNenda : Sabine Mensah (Directrice générale adjointe, Partenariats et renforcement des capacités), Zachary Kazzaz (Conseiller spécial), et Jacqueline Jumah (Experte technique des paiements numériques inclusifs). L'équipe remercie le Dr Robert Ochola, Directeur général d'AfricaNenda, pour sa supervision.

Auteurs de Cenfri : Antonia Esser, Andrew Partridge, Vera Neugebauer, Matthew Ferreira, Barry Cooper, Mia Thom, Sophie Gebers, Sasha Lünsche, Christine Hougaard, Kgotso Mofulatsi et Christopher Ujma. Avec le soutien d'Olayinka David-West.

Étude de consommation menée par Frontier Consulting Services Ltd, Kenya.

Illustrations : Claude Kouadio

Les auteurs remercient le comité directeur de l'étude sur l'état des systèmes de paiement instantanés et inclusifs en Afrique, Mactar Seck et Hilda Jacob Mwakatumbula (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique), Holti Banka, Alice Zanza, Harish Natarajan et Nilima Ramteke (Banque mondiale) pour leurs précieuses contributions.

Ils souhaitent également témoigner leur reconnaissance aux diverses parties prenantes qui ont contribué à l'élaboration de ce rapport, fourni des commentaires, partagé leur expérience et coopéré avec les équipes d'AfricaNenda et de Cenfri lors des enquêtes et des entretiens dans les pays.

Sans le soutien généreux de la Bill and Melinda Gates Foundation et du parrain financier d'AfricaNenda, Rockefeller Philanthropy Advisors (RPA), ce rapport n'aurait pas pu voir le jour.

**BILL & MELINDA
GATES foundation**

ROCKEFELLER
Philanthropy
Advisors

À propos de ce rapport

Le rapport sur l'état des systèmes de paiement instantanés et inclusifs en Afrique 2022 est le premier d'une série de rapports annuels. Il vise à informer les acteurs du secteur public et du secteur privé, aussi bien sur le continent qu'en dehors, des évolutions de l'écosystème des systèmes de paiement instantanés en Afrique. Il comprend une évaluation du caractère inclusif de ces systèmes, aussi bien en matière de fonctionnalité (tous les utilisateurs finaux peuvent y accéder) que de gouvernance (tous les fournisseurs de services de paiement agréés y accèdent de manière équitable et sont autorisés à contribuer à leur conception). Pour les besoins de ce rapport, seuls les systèmes dont les transactions et les fonctionnalités étaient actives au mois de juin 2022 ont été étudiés.

Les données contenues dans ce rapport ont été recueillies à partir de ressources accessibles au public entre mars et juillet 2022 et ont été étayées par des entretiens approfondis avec les parties prenantes au cours de la même période. L'étude de consommation a été menée entre mai et juin 2022.

LES SYSTÈMES DE PAIEMENT INSTANTANÉS ET INCLUSIFS SONT ESSENTIELS À L'INCLUSION FINANCIÈRE EN AFRIQUE

Les systèmes de paiement numérique instantanés et inclusifs peuvent jouer un rôle central dans l'offre d'un accès universel aux services financiers à tous les Africains.

L'essor des transactions mobiles a été l'un des principaux moteurs de l'expansion du secteur des services financiers au cours des dernières années (Global Findex 2022, Banque mondiale). Les services de paiement ouvrent par ailleurs la voie et servent de tremplin à d'autres services financiers formels tels que l'épargne, l'assurance et le crédit, actuellement peu utilisés en Afrique. Cela signifie qu'une généralisation des services de paiement numérique peut contribuer à combler le fossé plus large de l'inclusion financière en Afrique. En outre, la capacité d'effectuer des transactions et d'échanger de l'argent est au cœur de l'activité économique quotidienne des populations. Ainsi, en permettant des transactions plus sécurisées et moins coûteuses, les systèmes de paiement instantanés et inclusifs constituent un mécanisme puissant pour

l'autonomisation économique de base en Afrique, notamment pour les groupes vulnérables tels que les femmes, les populations rurales et les pauvres.

Si la transition vers des transactions numériques connaît d'importants progrès, l'adoption des solutions numériques par les utilisateurs finaux nécessite du temps¹.

Afin de devenir la norme pour les échanges quotidiens d'argent, les transactions numériques doivent offrir une valeur ajoutée convaincante pour tous les besoins liés à chaque transaction. Elles doivent notamment être largement et immédiatement disponibles, être faciles à utiliser, être abordables et atteindre une échelle permettant de créer des effets de réseau. Le processus de transaction doit également offrir la même rapidité et la même fiabilité que les échanges en espèces. En somme, pour favoriser l'accès universel aux services financiers formels, les systèmes de paiement numérique doivent être à la fois **instantanés** et **inclusifs**.



Qu'est-ce qu'un système de paiement instantané et quand devient-il inclusif ?²

Les **systèmes de paiement instantanés (SPI)** sont des systèmes de paiement numérique multilatéraux en boucle ouverte qui permettent d'effectuer des paiements « push » en temps quasi réel et qui sont disponibles 24 heures sur 24, 365 jours par an ou presque.



Les **systèmes de paiement instantanés et inclusifs (SPII)** effectuent un traitement numérique des transactions de détail en temps quasi réel et sont disponibles 24 heures sur 24, 365 jours par an ou presque. Ils permettent d'initier des transactions irrévocables « push » de petits montants à faible coût, et fondées sur des modalités d'interopérabilité multilatérales en boucle ouverte. Les prestataires de services de paiement agréés disposent d'un accès équitable au système et les participants ont des chances égales d'y contribuer. La banque centrale intervient dans la gouvernance du système. Les utilisateurs finaux ont accès à une gamme complète de cas d'utilisation et de canaux, ainsi qu'à des mécanismes de recours transparents et adaptés.

Comment mettre en place des systèmes de paiement instantanés véritablement inclusifs ?

Nous disposons de peu d'informations sur l'état actuel des SPI, et par extension des SPII, en Afrique et sur le niveau d'inclusivité de ces systèmes, en particulier pour les utilisateurs finaux à faibles revenus ou sans revenus.

Le présent rapport publié par AfricaNenda et ses partenaires, la Banque mondiale et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), constitue le premier d'une série de rapports annuels

¹ La dernière enquête Global Findex indique que 46 % des adultes africains disposant d'un compte courant avaient effectué ou reçu au moins un paiement numérique en 2021, contre 33 % en 2017 (Rapport Global Findex 2021).

² Les définitions utilisées dans ce rapport sont en principe alignées sur les définitions du Comité sur les paiements et les infrastructures de marché (CPMI), cependant elles entendent souligner certains aspects pertinents dans un contexte d'inclusion financière dans plusieurs pays à faible revenu, notamment le compte d'argent mobile et les paiements « push ». Ainsi, les solutions permettant aux utilisateurs d'argent mobile de différents opérateurs d'effectuer et de recevoir des virements en temps réel sont également considérées comme relevant de cette définition. Cependant, les limites de ces modalités sont reconnues dans les différentes catégorisations des systèmes de paiement instantanés et inclusifs.

visant à évaluer le paysage et l'inclusivité des systèmes de paiement instantanés en boucle ouverte en Afrique. Il compile un inventaire des SPI en Afrique, une étude de consommation menée dans sept pays, des entretiens

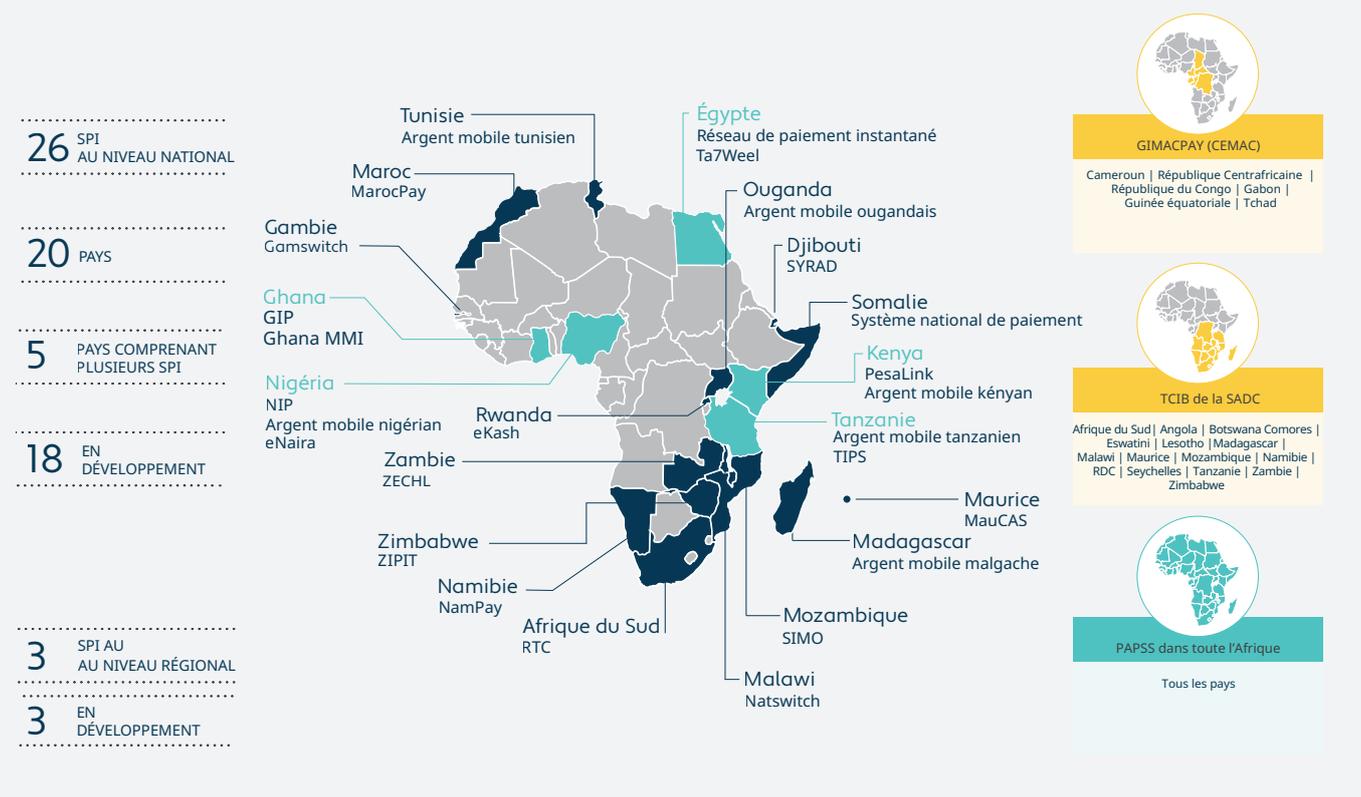
avec des experts et des études de cas détaillées pour faire l'état des principales tendances, des obstacles et des opportunités pour les SPI en Afrique.

UNE CROISSANCE RAPIDE

Le besoin de paiements fiables et efficaces a entraîné un essor des SPI en Afrique (Figure 1), avec l'introduction de

deux nouveaux SPI en moyenne par an au cours de la dernière décennie³ :

FIGURE 1. Paysage des SPI nationaux et régionaux en Afrique



³ La catégorisation de l'argent mobile (avec le nom du pays suivi de la mention « argent mobile ») dans le graphique montre les pays disposant d'une interopérabilité multilatérale de l'argent mobile et opérant sans nom commercial indépendant. Ces SPI d'argent mobile peuvent être invisibles pour les utilisateurs finaux, à l'exception de la possibilité d'effectuer des transactions entre plusieurs fournisseurs d'argent mobile.

L'essor du paysage de l'offre a suscité une forte adhésion des utilisateurs :

Principales tendances

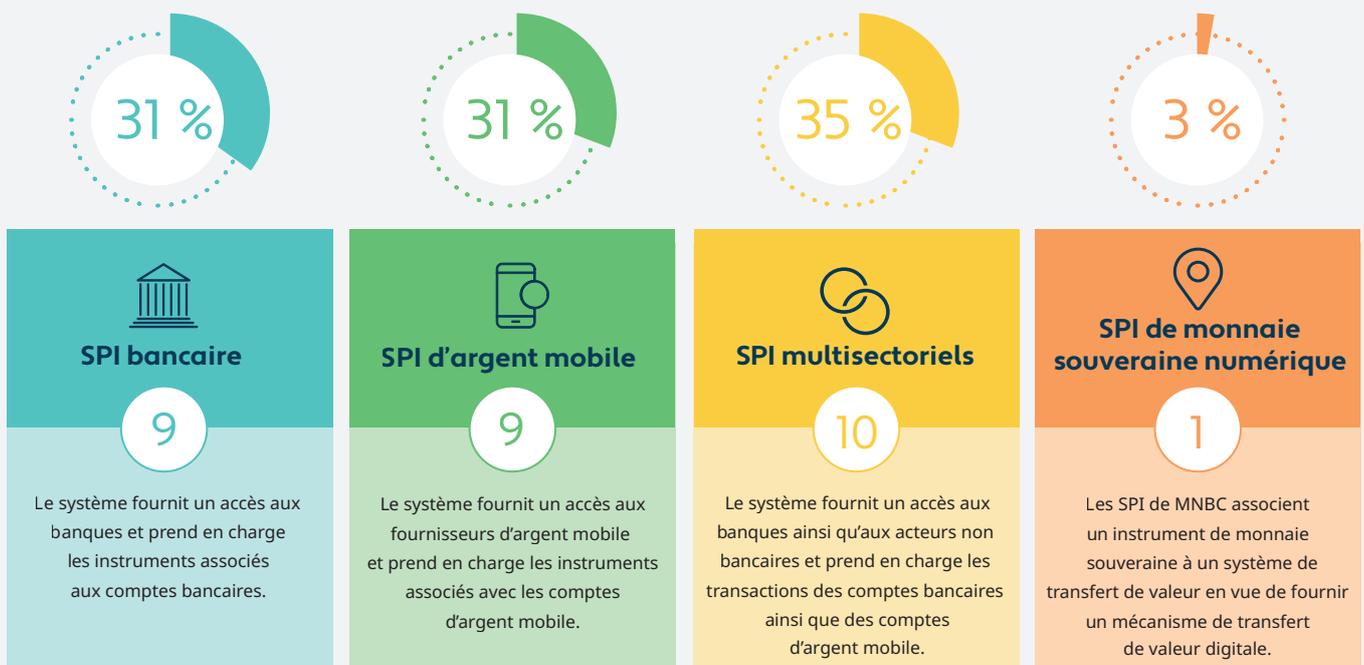
- Environ 16 milliards de transactions traitées en 2021 pour une valeur totale supérieure à 930 milliards de dollars US
- Croissance annuelle moyenne de 32 % du volume total des transactions depuis 2018 ; augmentation annuelle moyenne de 40 % de la valeur totale.
- Deux utilisateurs finaux sur trois effectuent des transactions numériques chaque semaine⁴
- Les femmes disposent d'un accès semblable, malgré des contraintes plus importantes⁵

LES QUATRE PRINCIPAUX TYPES DE SPI

Les 29 SPI cartographiés (26 nationaux et 3 régionaux) peuvent être divisés en quatre types (Figure 2). Traditionnellement, les SPI d'argent mobile et les SPI bancaires ont dominé. Toutefois, ils ont été rattrapés ces dernières années par les systèmes multisectoriels

permettant le transfert instantané entre les comptes bancaires et les portefeuilles mobiles, qui constituent désormais le plus grand contingent de systèmes (dix SPI au total). Il existe également un cas de système de monnaie souveraine numérique :

FIGURE 2. Types de SPI et définitions



4 Parmi l'échantillon d'utilisateurs finaux interrogés dans le cadre de l'étude de consommation de ce rapport. Les personnes interrogées des micro, petites et moyennes entreprises effectuent des transactions numériques plus souvent que les particuliers, et l'utilisation des transactions numériques est plus répandue chez les utilisateurs plus jeunes et ceux dont les revenus sont plus prévisibles.

5 Dans l'échantillon d'utilisateurs finaux interrogés pour cette étude, on ne constate pas d'écart entre les genres concernant les femmes à titre individuel, cependant les micro, petites et moyennes entreprises de femmes interrogées sont moins susceptibles d'effectuer des transactions numériques régulières que leurs homologues masculins.

Sur les neuf SPI d'argent mobile identifiés, quatre interagissent par l'intermédiaire d'un tiers (par exemple, un opérateur de switch ou une chambre de compensation), tandis que les cinq autres s'intègrent directement les uns

aux autres (par interopérabilité multilatérale). Tous les SPI bancaires et multisectoriels sont établis sur la base de modalités d'interopérabilité avec des tiers.

FONCTIONNALITÉ ÉTENDUE

La fonctionnalité d'un SPI détermine le niveau de réponse aux besoins de paiement des utilisateurs finaux : les **canaux**, les **instruments** et les **cas d'utilisation** déterminent l'inclusivité d'un SPI.



L'USSD est le canal le plus important, mais d'autres canaux gagnent du terrain. Dans les systèmes nationaux et régionaux, l'USSD est le canal le plus important, proposé par 62 % des SPI. Étant donné que moins de la moitié (48 %) des connexions mobiles en Afrique subsaharienne se font par smartphone et que seulement 28 % de la population dispose d'une connexion à l'internet mobile (GSMA, 2021a), une technologie telle que l'USSD, qui ne nécessite ni l'un ni l'autre, est capitale pour l'inclusivité. Cependant, même si l'USSD est appelé à rester un canal important dans un avenir proche, ses coûts dans plusieurs pays sont prohibitifs pour les utilisateurs finaux et nécessitent d'être pris en considération. Les systèmes bancaires sont principalement axés sur les fonctionnalités en ligne, de guichet automatique et de point de vente, avec un nombre croissant d'applications et de solutions de code QR. Les SPI d'argent mobile proposent également de plus en plus de paiements par l'intermédiaire d'applications. En outre, près de 60 % des SPI offrent des canaux d'agences ou de distributeurs. Les SPI multisectoriels prennent en charge le plus grand nombre de canaux, 5,7 en moyenne, contre 4,6 canaux en moyenne pris en charge par les SPI bancaires et 3,3 par les SPI d'argent mobile.



Les instruments de monnaie électronique sont les plus courants tandis que les banques se concentrent sur les transferts électroniques de fonds (TEF) de crédit. Les instruments de monnaie électronique sont principalement pris en charge par les SPI multisectoriels et mobiles, tandis que les banques

préfèrent se concentrer sur les TEF de crédit, car ils sont moins coûteux, moins risqués et plus faciles à intégrer dans les systèmes bancaires centraux. Les instruments de paiement « pull », tels que les cartes de débit et les TEF de débit, sont souvent disponibles en tant qu'instruments secondaires, principalement proposés par les banques et les SPI multisectoriels.



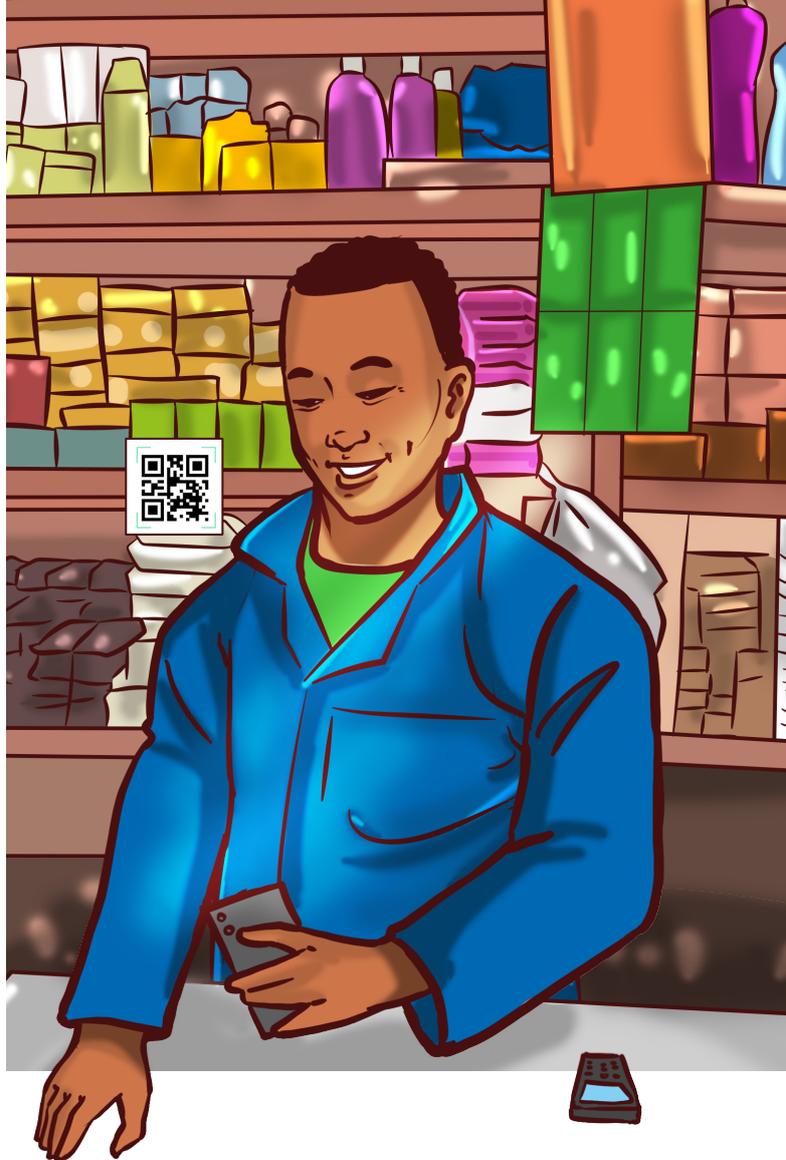
Les cas d'utilisation P2P sont largement répandus, suivis par les cas d'utilisation P2B.

Soixante-douze pour cent (72 %) des SPI prennent en charge les paiements de personne à personne (P2P) et de personne à entreprise (P2B). Les paiements P2P sont les plus faciles à proposer d'un point de vue technique. Les paiements marchands sont particulièrement urgents et fondés sur la confiance. La fonctionnalité instantanée offre donc une proposition de valeur convaincante. Tous les SPI ont choisi de déployer progressivement les cas d'utilisation plutôt que de les intégrer tous dès le départ : Seuls trois pays (GhIPSS Instant Pay (GIP) et Mobile Money Interoperability (MMI) au Ghana, MarocPay au Maroc, et NIBSS Instant Payment (NIP) au Nigéria) ont jusqu'à présent rendu possible les paiements d'entreprise à personne (B2P), de personne à gouvernement (P2G), et de gouvernement à personne (G2P), en plus des paiements P2P et P2B. Les paiements G2P permettent d'étendre l'échelle du système et de favoriser la première utilisation. Cependant, seuls sept SPI intègrent actuellement les paiements G2P.

L'ÉVOLUTION DU PAYSAGE DES ACTEURS

Sur l'ensemble du continent, les **banques** et les **opérateurs de mobile money** (OMM) sont des participants essentiels des SPI. Standard Chartered, Ecobank, Standard Bank Group et Absa Bank (anciennement connue sous le nom de Barclays) participent ainsi à la plupart des SPI proposant des instruments de paiement bancaire, tandis la majorité des OMM dépendent de quatre opérateurs de réseaux mobiles, à savoir Vodafone, MTN, Airtel et Orange. Parmi ceux-ci, Airtel est l'opérateur d'argent mobile présent dans la plupart des SPI. Les **fintechs** gagnent également du terrain : en tant que participants directs, fournisseurs de services tiers ou agrégateurs.

Enfin, quelques autres acteurs du secteur privé exercent une influence sur le développement des SPI sur le continent, notamment **BankservAfrica**, un opérateur de switch et une chambre de compensation pour le système Real Time Clearing (RTC) en Afrique du Sud, et Transaction Cleared on an Immediate Basis (TCIB), le SPI régional desservant la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).



LA GOUVERNANCE REPOSE EN GRANDE PARTIE SUR LES BANQUES CENTRALES ET LES BANQUES COMMERCIALES

La gouvernance d'un système détermine la mise en œuvre de tous les processus au sein du SPI et fixe les règles d'un espace de collaboration des participants favorisant l'inclusion. Dans le paysage africain des SPI, la gouvernance du système et la définition des règles des opérateurs sont généralement assurées par la même entité.

Les **banques centrales** supervisent la plupart des SPI : 60% des SPI sont directement gérés par la banque centrale ou par l'intermédiaire d'un **partenariat public-privé** (PPP). Les banques centrales fournissent aussi généralement le système de règlement.

Dans tous ces systèmes, **la prise de décision repose en grande partie sur les banques centrales et les banques commerciales**. Sur les 10 SPI dirigés par une banque centrale, seul le TIPS en Tanzanie prévoit un processus explicite garantissant les contributions des participants aux décisions, tandis que dans les neuf modèles de PPP identifiés, le partenariat intervient entre la banque centrale et les banques commerciales uniquement, excluant ainsi les participants non bancaires. En dehors des SPI basés sur la banque centrale et sur les PPP, 12 SPI en Afrique sont régis par une **association privée**.

DES SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DIVERSES

ISO 20022 et ISO 8583 sont les normes de messagerie les plus répandues dans les SPI en Afrique, chacune étant utilisée par 5 des 11 systèmes pour lesquels des informations sont disponibles. En Tanzanie, le TIPS utilise sa propre norme. Les API ouvertes sont utilisées par au moins neuf SPI. Cela peut favoriser l'inclusivité des paiements

instantanés en donnant accès à différents cas d'utilisation et à des services à valeur ajoutée (World Bank, 2021a). Des normes QR ont également été établies dans neuf SPI. Dix SPI nationaux indiquent par ailleurs explicitement les identifiants de proxy. Les numéros de téléphone portable sont les identifiants de proxy les plus couramment utilisés.

LES SPI AFRICAINS SONT-ILS VÉRITABLEMENT INCLUSIFS ?

De nombreux SPI remplissent certains critères d'inclusivité, cependant aucun n'a encore atteint une inclusivité mature. Bien que l'essor des SPI représente une avancée importante, l'analyse du paysage des SPI montre des obstacles majeurs à l'inclusivité. Tous les SPI ne donnent pas accès aux canaux les plus demandés ; la plupart d'entre eux n'offrent pas encore l'interopérabilité multisectorielle favorisant un plus grand choix pour l'utilisateur final ; et la majorité d'entre eux ne permettent

pas aux acteurs non bancaires de participer aux décisions. Beaucoup d'entre eux ne proposent également que des cas d'utilisation limités, et seuls quelques-uns ont intégré les paiements B2P, P2G et G2P. Ces limitations remettent en cause la capacité des SPI à se développer à grande échelle. Lorsqu'on évalue leur inclusivité, seuls cinq SPI se classent comme évoluant vers une inclusivité mature, cependant aucun n'est encore considéré comme totalement inclusif (Encadré 1).

ENCADRÉ 1. Classification des SPI en Afrique selon le niveau d'inclusivité évalué

<p>13 SPI</p> <p>Non classé</p>	<ul style="list-style-type: none"> ne prend pas en charge les transactions P2B ou n'est pas compatible avec les canaux les plus couramment utilisés
<p>11 SPI</p> <p>Stade d'inclusivité de base</p>	<ul style="list-style-type: none"> n'est compatible qu'avec les canaux les plus couramment utilisés est compatible avec les cas d'utilisation P2B et P2P
<p>5 SPI</p> <p>Stade d'inclusivité avancé</p>	<ul style="list-style-type: none"> interopérable entre tous les canaux (autorise tous les prestataires de services de paiement agréés à accéder au système) permet aux prestataires de paiements agréés de participer aux processus de décision et de conception implique la banque centrale dans le dispositif de gouvernance
<p>5 SPI</p> <p>En progression vers le stade d'inclusivité mature</p> <p><small>*l'ensemble des systèmes au Ghana, GIMACPAY dans la CEMAC, Natswitch au Malawi, TCIB dans la SADC et ZECHL en Zambie</small></p>	<p>État souhaité :</p> <ul style="list-style-type: none"> atteint si la portée totale des cas d'utilisation de paiement a été intégrée des dispositions ont été prises et appliquées en vue de garantir la transparence ainsi que l'efficacité des mécanismes de recours des consommateurs le coût des transactions de paiement numérique des utilisateurs finaux est aussi bas que possible (dans le cadre d'un modèle économique sans but lucratif)

L'AVIS DES UTILISATEURS FINAUX CONFIRME LES OBSTACLES FONCTIONNELS À L'INCLUSIVITÉ

La faible fonctionnalité affecte la confiance. Le manque d'inclusivité se traduit par une utilisation sous-optimale. Bien que l'adoption des paiements numériques soit en hausse, des études de consommation menées au Kenya, au Nigeria, au Ghana, en Tanzanie, en Zambie, en RDC et en Égypte suggèrent que de nombreux utilisateurs finaux n'ont recours aux paiements numériques que pour des cas d'utilisation

limités, comme l'envoi et la réception d'argent entre parents et amis. Les paiements des clients aux commerçants restent peu numérisés : seuls 44 % des particuliers interrogés effectuent des paiements P2B par voie numérique. L'étude qualitative met en évidence les facteurs déterminant l'**accès**, l'**adoption** initiale et l'**utilisation** continue des paiements numériques (Figure 3) :

FIGURE 3. La voie vers une utilisation continue des paiements numériques



Étant donné que les transactions en espèces ne comportent souvent aucun frais implicite ou sont perçues comme gratuites, les consommateurs sont très sensibles aux frais de transaction et les considèrent systématiquement comme un obstacle majeur à l'utilisation des paiements numériques. De plus, les pannes de réseau entraînent des expériences négatives pour les clients, ce qui dissuade les particuliers et les micro, petites et moyennes entreprises d'utiliser les paiements numériques. Elles engendrent également des échecs ou des retards de transaction et compromettent la composante instantanée de la conception des SPI. En outre, les utilisateurs de paiements numériques craignent de ne pas pouvoir annuler rapidement les transactions effectuées par erreur et sont frustrés lorsque les systèmes ne prennent pas en charge les principaux cas d'utilisation qu'ils apprécient.



On peut parfois payer avec son téléphone, mais cela n'est pas précis. Comme cela demande beaucoup de temps, on préfère payer en liquide.

— *Participant à une discussion de groupe en Zambie*

PRINCIPAUX OBSTACLES À L'INCLUSIVITÉ

Ces défis sont la conséquence de quatre obstacles fondamentaux à l'inclusivité des SPI en Afrique :

1

La proposition de valeur est limitée pour les participants et les utilisateurs finaux à faibles revenus :

Les grands acteurs sont souvent peu disposés à s'intégrer et le jeu de la concurrence dissuade les acteurs plus petits et nouveaux sur le marché. Cela se traduit par une intégration limitée des cas d'utilisation et des canaux dans le paysage des SPI. La complexité des processus de paiement numériques restreint également les utilisateurs débutants.

- **Conséquences pour les utilisateurs finaux :** les options limitées freinent l'adoption et l'utilisation des SPI.

2

Les déterminants de coût nuisent au commerce et à l'utilisation :

L'infrastructure et les contraintes liées au numérique dans la plupart des pays, conjuguées à une connaissance limitée des consommateurs, créent une base de coûts élevée qui limite l'accès et fait grimper le coût de la prestation pour les fournisseurs, nécessitant une meilleure échelle pour une prestation durable. Par ailleurs, la multiplication de l'infrastructure par les différents fournisseurs fragmente l'échelle. Cela se traduit par une augmentation des coûts par transaction. Le déploiement échelonné des cas d'utilisation observé dans le paysage des SPI limite encore plus l'échelle et entraîne une réduction de la proposition de valeur pour les utilisateurs finaux. Ces éléments sont entretenus par la charge de traitement et la diversité des normes et des champs de données résultant des normes de messagerie, ainsi que par les prélèvements sur les transactions numériques, qui peuvent freiner les modèles économiques des fournisseurs de services financiers numériques. De plus, certains SPI ont des modèles de devises étrangères complexes axés sur le commerce qui ne sont pas adaptés aux transactions et aux temps de réponse des SPI.

- **Conséquences pour les utilisateurs finaux :** les différents déterminants de coût entraînent des frais de transaction élevés, réduisant le niveau d'engagement des utilisateurs finaux.

Les obstacles réglementaires affectent la concurrence et l'innovation et retardent la mise en œuvre :

3

Des cadres de gouvernance des systèmes sont mis en place pour favoriser la participation aux décisions des acteurs les plus importants, notamment les banques. Cette situation crée un terrain de jeu inégal. Cela peut être la conséquence d'un système d'octroi de licences de prestataires de services de paiement (PSP) qui limite l'accès des infrastructures de paiement aux nouveaux entrants. Un deuxième obstacle réglementaire concerne l'obligation de vigilance à l'égard de la clientèle et le fait que sa réalisation diffère selon les juridictions et les participants. Enfin, s'il n'y a pas de surveillance des processus de recours des institutions financières, les particuliers sont moins susceptibles d'utiliser les SPI de manière générale.

- **Conséquences pour les utilisateurs finaux :** un terrain de jeu inégal peut alimenter la méfiance à l'égard des paiements numériques, ce qui freine l'adoption et l'utilisation des SPI. Par ailleurs, des processus d'intégration incohérents nuisent à la convivialité. Enfin, des mécanismes de recours peu clairs, complexes ou coûteux à utiliser sapent la confiance des utilisateurs.

Risque de fraude et de cybercriminalité :

4

La nature numérique et instantanée des SPI les rend vulnérables à la cybercriminalité et à la fraude financière, notamment par le biais des canaux mobiles.

- **Conséquences pour les utilisateurs finaux :** la perception de la fraude et des risques pour la sécurité érode la confiance des utilisateurs finaux dans les SPI, ce qui entrave leur adoption et leur utilisation.

L'amélioration de l'inclusivité implique de transformer les obstacles en opportunités. S'ils ne sont pas contrôlés, ces obstacles peuvent s'autoalimenter. L'exclusion du système d'une part importante de la population réduit son extensibilité, sa durabilité et son utilité générale. La fragmentation de l'écosystème numérique entraîne une augmentation des coûts et des frais, ce qui décourage encore plus l'adoption par les populations vulnérables. Cependant, s'il est correctement géré, chaque obstacle devient une opportunité pour atteindre l'échelle et l'inclusivité :

- **Surmonter les limitations de la proposition de valeur :** les limitations de la proposition de valeur sont l'occasion pour les parties prenantes du SPI de formuler une vision montrant la proposition de valeur du marché et de l'écosystème ainsi que de consulter et d'attirer des fournisseurs de services financiers numériques pour susciter l'adhésion générale au système. Cette vision doit mettre l'accent sur les cas d'utilisation et les canaux adaptés aux capacités et aux préférences des consommateurs.
- **Réduire les coûts de transaction :** l'évaluation critique de l'infrastructure de paiement existante et de l'adoption des normes d'une part, ainsi que l'analyse du contexte de marché afin de comprendre les mesures requises pour intégrer correctement des cas d'utilisation alignés

sur les besoins des utilisateurs finaux d'autre part, permettraient de réduire les principaux déterminants de coût et d'offrir des opportunités d'élargissement de l'échelle.

- **Surmonter les obstacles réglementaires :** afin que les obstacles réglementaires ne brident pas la concurrence et l'innovation, il convient d'adopter une position de gouvernance favorable aux plus défavorisés, où tous les fournisseurs de services financiers numériques ont une chance égale de contribuer aux règles et aux décisions du système, de consolider les liens entre les participants en adoptant une approche de diligence raisonnable basée sur le risque, et de clarifier l'accès à des mécanismes de recours peu onéreux pour les utilisateurs finaux.
- **Réduire les menaces de cybercriminalité :** le risque croissant de fraude et de cybercriminalité offre l'opportunité de concevoir les systèmes de manière à renforcer les mécanismes de protection des consommateurs et d'utiliser des outils supplémentaires, tels que les reçus de transaction, afin d'améliorer la sensibilisation des consommateurs et leur protection contre les mauvais acteurs.



TENDANCES

Compte tenu de l'évolution de la technologie et des besoins des utilisateurs, il est nécessaire de connaître les nouvelles tendances qui façonneront l'écosystème des SPI. Certaines tendances relatives au système, au marché et à l'utilisateur final sont susceptibles de façonner

l'écosystème africain des SPI dans les années à venir et de déterminer leur niveau d'inclusivité (Tableau 1). Afin que les SPI optimisent leur inclusivité en Afrique, ces tendances doivent être prises en compte lors des phases de conception et de mise en œuvre.

TABLEAU 1. Principales tendances des SPI en Afrique

	Tendance
Tendances relatives au système	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des SPI multisectoriels • Amélioration de l'acceptation des marchands • Implication des participants dans la phase de conception • Utilisation de logiciels ouverts • Transition vers les API ouvertes et le cloud • Évolution vers la norme de messagerie ISO 20022 • Émergence des transactions de crédit d'origine (OCT) dans les réseaux de cartes de paiement
Tendances relatives au marché	<ul style="list-style-type: none"> • Technologies de paiement privilégiant la simplicité • Risque accru de fraude et de cybercriminalité • Pénétration du marché par les plateformes de médias sociaux • Déploiement accru des technologies 3G, 4G et 5G impactant la fonctionnalité de l'USSD • Utilisation des données par le biais de l'exploration des données
Tendances relatives à l'utilisateur final	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des valeurs et des volumes des flux dans le SPI reflétant l'adoption par les consommateurs • Préoccupations croissantes des consommateurs en matière de sécurité et importance de la protection des consommateurs • Adoption croissante des smartphones
Tendance relative à la MNBC	<ul style="list-style-type: none"> • Exploration de la monnaie numérique de banque centrale et de la coexistence potentielle avec les SPI existants

LA VOIE À SUIVRE

Les fondations existent. Les paiements instantanés sont déjà bien implantés en Afrique. Les SPI ont fait des efforts considérables pour étendre leur accès aux populations à faibles revenus. Il faut cependant en faire plus. Des mesures volontaires sont nécessaires afin de rendre le paysage des SPI encore plus inclusif en transformant véritablement les méthodes de transaction utilisées par les citoyens et les micro, petites et moyennes entreprises en Afrique pour répondre à leurs besoins quotidiens.

Afin de combler les lacunes en matière d'inclusivité, toutes les parties prenantes de l'écosystème des paiements doivent collaborer dans la conception des SPI qui répondent aux besoins des utilisateurs finaux.

Des efforts considérables ont été entrepris pour accroître la capacité des systèmes de paiement instantanés en Afrique. Le rapport sur l'état des lieux des systèmes de paiement instantanés et inclusifs montre l'importance de veiller à ce que l'augmentation du nombre de SPI opérationnels en Afrique se traduise par un meilleur accès pour les populations à faibles revenus en vue d'améliorer l'échelle et la durabilité à long terme des SPI. Les défis importants rencontrés nécessitent un effort de collaboration entre les parties prenantes publiques et privées pour assurer une inclusivité optimale. Afin d'atteindre une échelle durable et de favoriser une large adoption par les utilisateurs finaux à faibles revenus, il faudrait une gouvernance inclusive de même que des fonctionnalités inclusives :



La **gouvernance inclusive** permet à tous les prestataires de services de paiement (PSP) agréés d'accéder librement à l'infrastructure de paiement partagée et invite tous les acteurs à contribuer aux règles du système et à la prise de décision. La motivation des parties prenantes à rejoindre un SPI dépend de la clarté du plan de déploiement, mené par un chef de file capable d'intégrer les intérêts des secteurs public et privé. Afin d'éviter que les intérêts commerciaux ne dominent, il sera essentiel que les banques centrales jouent un rôle de premier plan dans la gouvernance du système.



La **fonctionnalité inclusive** intègre des conceptions visant à fournir une proposition de valeur convaincante pour tous les cas d'utilisation pertinents pour les utilisateurs finaux dans l'écosystème de paiement numérique. Le choix de la capacité des SPI, le déploiement complet des cas d'utilisation et les normes technologiques doivent être adaptés afin de parvenir à un modèle commercial durable et à une expérience positive pour l'utilisateur final et pour tous. Cette adaptation nécessite également une réévaluation de l'utilisation de l'infrastructure. En considérant les SPI dans le contexte plus large d'une transition numérique à l'échelle du marché, les parties prenantes peuvent tirer profit de l'infrastructure existante souvent sous-utilisée pour accélérer le processus de mise en œuvre et évaluer où il serait pertinent de démanteler l'infrastructure redondante qui fragmente l'échelle et augmente les coûts unitaires.

AfricaNenda, la Banque mondiale et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) poursuivront leur engagement dans ce programme en vue de rendre les transactions numériques instantanées accessibles et utiles à tous. Ce programme requiert l'amélioration de la transparence des données des acteurs en place, afin de permettre un suivi efficace des progrès et des performances du paysage des SPI en Afrique et de définir un agenda de collaboration pour une meilleure inclusivité.

Les versions complète et courte du rapport sont disponibles sur notre site:

www.africanenda.org/fr/SIIPS2022





AfricaNenda

13th Floor, Delta Corner Tower 2
Chiromo Road, Westlands
PO Box 13796-00800
Nairobi, Kenya

 www.africanenda.org

 info@africanenda.org

  [@africanenda](https://www.linkedin.com/company/africanenda)